RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

LES RENCONTRES DU DÉVELOPPEMENT

UNE CONFÉRENCE AFD GROUPE

L'ENGAGEMENT CITOYEN FACE AUX CRISES

Synthèse des échanges

Conférence du 21 septembre 2026

« Dans une crise, la première ressource d'une société ce sont souvent ses propres citoyens. À Mayotte, cette solidarité porte un nom : la musada », introduit M. Thani Mohamed Soilihi, sénateur de Mayotte et ancien ministre délégué chargé des Partenariats internationaux et de la Francophonie au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Un éclairage au cœur d'une conférence organisée par le groupe Agence française de développement (AFD), consacrée aux défis et aux conditions de mobilisation des citoyens en faveur de la résilience.

En décloisonnant les savoirs, l'événement a instauré un dialogue démocratique entre acteurs institutionnels, politiques (à l'instar de Mme la députée Dieynaba Diop), de la solidarité nationale et internationale, de la recherche et du secteur privé.

UNE PRIORITÉ PARTAGÉE FACE AUX CHOCS

La **Revue nationale stratégique française** (2025) envisage pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale un conflit majeur sur le sol européen. La deuxième priorité nationale après la dissuasion nucléaire devient la résilience de la France face aux crises. La **Stratégie nationale de résilience** (2022) repose sur la continuité économique, la protection des fonctions vitales (énergie, santé, approvisionnement) et l'engagement de tous les citoyens face aux risques majeurs. Que la crise soit climatique, sanitaire ou sécuritaire, la logique est la même : les secours professionnels ne peuvent pas être partout, tout de suite. À Mayotte, en Gironde, en Ukraine ou au Soudan, ce sont d'abord les habitants qui s'entraident.

L'ENTRAIDE : C'EST QUOI ?

P. Servigne parle d'une « *force, une puissance, convergente horizontale et réciproque* », qui nait spontanément de l'intérieur du groupe affecté par la crise. Habitants, voisins, familles, associations, entreprises sont en première ligne de la réponse, avec une connaissance fine des vulnérabilités de leur territoire.

LA PUISSANCE DE L'ENTRAIDE

L'entraide est décentralisée et ancrée localement à travers la réactivation de structures sociales pré-existantes (comités de résistance au Soudan, réseaux de Maïdan en Ukraine). Lors du choc, les citoyens se nourrissent, s'abritent, évacuent les plus fragiles, collectent des fonds. Au Soudan, les *Emergency Response Rooms* ont une capacité de réponse qui *« dépasse largement celle de l'aide internationale »* (V. de Geoffroy, Groupe URD). En Ukraine, en 2022, *« personne n'était prêt, et pourtant une force citoyenne s'est levée dans tout le pays »*. Une nécessité qui dépasse l'urgence : il est question de *« la survie d'une identité, d'une liberté et du droit de choisir son avenir, y compris européen. »* (L. Faskhutdinova, CARE)



© Extrait web-série (à venir), Bruno Duriez/ Groupe URD

UNE FORCE RÉELLE, DES LIMITES À ANTICIPER

L'entraide est invisibilisée. Elle se heurte à un imaginaire : celui du « chaos ». Les institutions sont incitées à la contourner, l'empêcher ou l'enrôler avec des modes d'intervention centralisés et verticaux. Or, tout ce *« qui verticalise va mettre en difficulté ces dynamiques »* selon le rapport **Entr'Aide & Crises** du Groupe URD et de P. Servigne.

Le rôle des femmes est encore plus méconnu. En Ukraine, *« c'était surtout [elles] qui restaient à l'arrière pour agir : elles organisaient des abris, accueillaient les déplacés, aidaient les plus vulnérables »* (L. Faskhutdinova, CARE)

Cet élan citoyen s'essouffle face à des crises qui s'installent dans la durée : les ressources mentales, émotionnelles et financières s'épuisent vite. La solidarité internationale a ici un rôle vital, mais ses financements transitent peu vers les acteurs locaux informels pour des raisons de gouvernance, de redevabilité et de sécurité.

La sûreté des populations est aussi un enjeu. Une entraide mal coordonnée peut exposer les populations à des sur-risques ou désorganiser les secours professionnels (Col. Chapeau, DGSCGC*). En conflit armé, la coopération civilo-militaire fait peser un risque sur les populations engagées. Dès lors qu'un civil participe aux hostilités (même indirectement), sa protection au titre du droit international humanitaire (DIH) peut être remise en cause (O. Ahmed Abenza, CIVIC).

Un impératif d'équilibre qui ne concerne pas uniquement les pays en guerre. Face aux risques de contagion du conflit ukrainien, l'Europe reconnaît que *« la réponse ne saurait être exclusivement militaire »* (M. J-C. Érard, SGDSN**). Tandis que la France développe des exercices et ses réserves, nos voisins baltes vont plus loin en préparant leurs populations sous le paradigme de « défense totale ».

QUELLES CONDITIONS DE SUCCÈS ?

Le rôle des citoyens et des institutions

- **Changer nos imaginaires :** « *regarder simplement le monde tel qu'il est* » (M. J-C Érard, SGDSN) pour mieux nous préparer mentalement et créer une culture commune face aux risques.

- **S'informer :** la désinformation et le manque de compétences exposent les populations. La Croix-Rouge française forme et certifie de nombreux volontaires, le SGDSN propose des outils au grand public (Guide « Tous Responsables »).

- **Soutenir les sociétés civiles en amont et dans la durée :** des organisations réactives, ancrées, complémentaires à l'action publique, qui nécessitent des moyens humains (S'engager - Croix-Rouge) et financiers.

- **Étayer l'entraide :** ni contrôle, ni *« usine à gaz »* (Col. Chapeau, DGSCGC), mais plutôt via une interface de l'État au niveau local (collectivités territoriales, préfectures, services déconcentrés) et légal (au Japon, la loi de 2011 oblige les autorités à encadrer et assurer les volontaires spontanés).

INVESTIR, AGIR COLLECTIVEMENT EN AMONT

- **Investir dans le lien social :** pour un coût économique et humain (ex : canicule à Chicago, 1995) moindre que celui de la réponse aux crises. En améliorant la confiance entre population(s) et avec l'État (qui reconnait les capacités des civils à s'auto-protéger et à identifier leurs besoins).

« Plus le tissu social est de qualité avant la crise, mieux on traverse les crises »
Pablo Servigne, co-auteur de *L'Entraide, l'autre loi de la jungle*

- **Se préparer, « s'entrainer à s'entraider »** : plan de contingence communautaire (Haïti), exercices départementaux (France), association spontanée de jeunes lors de l'explosion à Beyrouth (Liban) : pour mieux s'en sortir, il s'agit de promouvoir des réseaux et comportements qui peuvent se réactiver face aux chocs.

- ***« Chacun peut contribuer à la protection de la société »*** (M. J-C. Érard, SGDSN). La France reconnaît trois viviers d'engagement clefs : les réserves de sécurité, les missions indispensables à la continuité de la nation (3 à 5 millions de professionnels) et les activités associatives (15 à 20 millions de personnes en France).

CE QU'IL RESTE À CONSTRUIRE

La conférence a permis d'identifier plusieurs pistes de réflexion pour l'avenir. Mme Karine Meaux, Fondation de France, en a esquissé quelques-unes : durabilité du volontariat, lien social par l'aménagement territorial, rôle des diasporas, ou encore santé mentale face aux risques.

***DGSCGC :** Direction générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises
** **SGDSN :** Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale

UN MONDE INTERDÉPENDANT ET EN CRISES

La conférence a souligné l'importance de la coopération internationale pour **soutenir les acteurs de la réponse à toutes les échelles**. M. Thani Mohamed Soilihi, sénateur de Mayotte, rappelle que la politique de solidarité française n'est pas seulement généreuse, elle est aussi **stratégique** : « *C'est dans notre intérêt : nous réduisons des vulnérabilités, renforçons les capacités locales et construisons des alliances pour se préparer aux crises de demain.* »

En appui au maillon citoyen, le secteur doit poursuivre la localisation de l'aide *« de la doctrine jusqu'au terrain »* (V. de Geoffroy, Groupe URD). Investissements durables (préparation, gestion de crise, lien social), allègement des barrières de financement sans *« ONG-isation»* systématique, retours d'expérience communautaires. Des initiatives clefs pour passer d'une *« aide extérieure à un soutien à ceux qui s'entraident »* (A-L. Rêve, AFD).

Une évolution des modes et pratiques, qui appelle plus largement à **investir en amont** pour garantir résilience et sécurité collective. Face à la multiplication des crises, l'enjeu commun n'est pas seulement de soutenir la réponse, mais de **préparer**. Car, lors du choc, une société résiliente est *« une société capable à la fois de protéger les plus faibles et d'embarquer tous ceux qui sont en capacité d'agir »* (M. J-C. Érard, SGDSN).



© Anthony Voisin / AFD

LES PROJETS AFD MENTIONNÉS

Programme 3 Océans

À La Réunion, dans les Caraïbes, dans le Pacifique, les plateformes d'intervention régionales de la CRF soutiennent « *des volontaires dans les territoires isolés pour informer et fournir une aide avant l'arrivée des secours.* »
— **A. Chapatte**, Croix-Rouge française

En savoir +

Women Lead in Emergencies (WLiE)

Porté par CARE France, le projet améliore la participation et le leadership des organisations, collectifs et réseaux de femmes face à la guerre. Les femmes ne sont pas « *simples bénéficiaires de l'aide, ce sont elles qui décident comment utiliser les ressources pour agir dans leur commune.* » — **L. Faskhutdinova**, CARE Ukraine

En savoir +

Reconstruction de Mayotte après Chido

Coopération avec la Fondation Aga Khan pour restaurer la barrière de corail et les mangroves décimées par le cyclone. Elle est mise en œuvre par des opérateurs publics : le Parc naturel marin de Mayotte, le Conservatoire du littoral et l'Établissement public de refondation et de développement de Mayotte (EPRDM).

En savoir +

→ Découvrir la **Plateforme Paix & résilience** pour comprendre l'action de l'AFD face aux crises

MERCI À NOS PARTENAIRES ET AUX PARTICIPANTS !

« Une exploration éclairante qui dépasse l'opposition international/local pour révéler les ressorts authentiques, donc plus forts, des solidarités »
Luc Lampière, participant et consultant en ONG